

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 978^e
SÉANCE**

Mardi 9 novembre 1965,
à 16 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 51 de l'ordre du jour:

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite) 141

*Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).*

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite) [A/5755, A/6015; A/C.2/L.792, L.793, L.795/Rev.1, L.799/Rev.1, L.800/Rev.1, L.804]

1. Le PRÉSIDENT annonce que, à la suite des négociations qui ont eu lieu, il croit préférable de retirer la suggestion qu'il avait faite à la séance précédente tendant à la clôture du débat.

2. M. CVOROVIC (Yougoslavie) rappelle qu'à la 974^{ème} séance le représentant de la Jordanie avait informé la Commission de l'accord suivant intervenu entre les pays en voie de développement concernant la répartition des sièges au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement:

"Les pays en voie de développement sont convenus que les 19 sièges qui leur seraient attribués dans le nouveau Conseil d'administration seraient répartis comme suit: pendant la première année, sept sièges pour l'Afrique, six pour l'Asie, cinq pour l'Amérique latine et un pour la Yougoslavie; pendant la deuxième année, sept pour l'Afrique, cinq pour l'Asie, six pour l'Amérique latine et un pour la Yougoslavie; pendant la troisième année et après, à moins que et jusqu'à ce que la Yougoslavie soit réélue par les pays en voie de développement, sept pour l'Afrique, six pour l'Asie et six pour l'Amérique latine."

Bien que cet arrangement soit conforme à la pratique antérieure dans des questions de ce genre, d'autres formules n'en ont pas moins été proposées au cours des négociations officieuses sur la répartition des sièges entre les pays développés. Etant donné que certaines d'entre elles mentionnent la Yougoslavie, la délégation yougoslave tient à préciser que sa position concernant la possibilité de son élection au Conseil d'administration continue d'être déterminée uniquement par l'accord entre les pays en voie de développement. Toute autre solution qui ferait dépendre la position de la Yougoslavie de quelque autre

manière que ce soit des arrangements conçus en dehors du groupe des pays en voie de développement serait inacceptable pour la délégation yougoslave.

3. M. TELL (Jordanie) dit que les représentants des principaux groupes régionaux sont convenus de porter à 37 le nombre des membres du nouveau Conseil d'administration. Le siège supplémentaire serait attribué comme suit: pendant les deux premières années, à un pays développé à économie de marché, pendant les trois années suivantes, à un pays socialiste, et pendant les sixième, septième et huitième années, respectivement à un pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La délégation jordanienne saurait gré aux représentants des pays développés de retirer leurs amendements au projet de résolution du Conseil économique et social (A/C.2/L.792). M. Tell précise que la Yougoslavie continue d'être partie à l'accord intervenu entre les pays en voie de développement et propose d'inclure la formule de cet accord, telle qu'elle a été citée par le représentant de la Yougoslavie, dans le rapport de la Commission.

4. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni), appuyé par M. ENDESHAW (Ethiopie), déclare qu'il approuve les idées exprimées par le représentant de la Jordanie. Il précise que, sur les 17 sièges attribués aux pays développés, 3 reviendraient aux pays socialistes.

5. Le PRÉSIDENT dit que la Commission est saisie d'une proposition tendant à mettre au point, sur la base du document A/C.2/L.795/Rev.1, un texte où seraient incorporées les précisions données par le représentant de la Jordanie ainsi que tous les points ayant fait l'objet d'un accord entre les trois groupes régionaux.

6. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique a participé à toutes les phases des négociations. Bien que des solutions intéressantes et opportunes aient été écartées, sa délégation ne s'opposera pas à la formule d'accord à laquelle on a abouti. Cette formule n'a d'ailleurs rien d'immuable et pourra sans doute être révisée plus tard. Abordant la question du retrait des amendements, M. Arkadyev rappelle que les représentants des groupes régionaux ont accepté d'incorporer dans le projet définitif le troisième amendement présenté par l'Union soviétique dans le document A/C.2/L.800/Rev.1 ainsi que la première phrase du sixième amendement jusqu'aux mots "14 octobre 1958". La délégation soviétique n'insistera pas sur les autres points de son texte qui, comme les pays en voie de développement lui en ont donné l'assurance, seront examinés à l'occasion de la discussion du point 39 de l'ordre du jour (Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies). Elle fera connaître sa position concer-

nant l'ensemble du projet de résolution et la composition du Conseil d'administration lors du vote final.

7. M. VIAUD (France) dit que sa délégation juge inacceptable une solution qui reviendrait à s'écarter encore davantage du principe de la répartition égale des sièges entre les pays bénéficiaires et les pays contributeurs. Les explications qui viennent d'être données ne peuvent que renforcer cette conviction. La solution proposée, d'une complexité incroyable, risque de provoquer des querelles sans fin à l'intérieur de chaque groupe et ne saurait renforcer la coopération internationale.

8. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) ne croit pas nécessaire de souligner que sa délégation aurait préféré une répartition égale au sein du Conseil d'administration entre les pays développés et les pays en voie de développement. Toutefois, reconnaissant la nécessité d'un accommodement et estimant que le compromis envisagé ne porte atteinte à aucun principe, sa délégation pourra l'appuyer, bien que ce compromis ne représente pas pour elle la solution idéale, pas plus d'ailleurs sans doute que pour les autres délégations.

9. M. Roosevelt avait l'intention, pour répondre à l'appel lancé par les représentants de la Jordanie et de l'Ethiopie, de retirer le projet de résolution que sa délégation vient de déposer (A/C.2/L.804). Il a donc été très désappointé d'entendre le représentant de l'URSS parler d'introduire certains des amendements présentés par cinq délégations dont la sienne (A/C.2/L.800/Rev.1) dans le projet définitif. Il estime que tous ceux qui ont présenté des amendements devraient les retirer dans l'intérêt général et pour le bon ordre de la discussion, ce qui permettrait à sa délégation de retirer son projet de résolution.

10. Mme WRIGHT (Danemark) annonce que les auteurs des amendements qui figurent dans le document A/C.2/L.793, bien que certains d'entre eux préfèrent le principe de la représentation égale, l'ont autorisée à retirer ces amendements.

11. M. DELPRAT (Pays-Bas) rappelle que sa délégation préférerait une composition plus limitée du Conseil d'administration dans l'intérêt de l'efficacité des programmes de coopération technique mais avait cependant accepté que ce conseil compte 36 membres. Elle désirait maintenir le principe de la représentation égale, compte tenu du volume des contributions versées, mais elle avait également accepté que 19 sièges soient attribués aux pays en voie de développement et 17 aux pays développés, étant entendu que 14 d'entre eux seraient réservés aux pays occidentaux et trois aux pays à économie planifiée. Or, le compromis improvisé qu'on propose maintenant à la Commission ajoute encore un membre au Conseil et ne mentionne plus l'équilibre nécessaire entre les principaux pays donateurs et les autres. Attachant beaucoup d'importance au principe de la parité, la délégation néerlandaise ne pourra pas se prononcer en faveur de ce compromis, qui ne tient plus compte d'aucun principe.

12. Le PRÉSIDENT tient à faire observer qu'un compromis ne peut jamais satisfaire entièrement tout le monde. Si la Commission rejette celui qui lui est proposé, elle devra en revenir à se prononcer sur tous

les textes dont elle est saisie et il est fort douteux que cette procédure soit plus satisfaisante. Le Président estime que le meilleur moyen de réaliser la fusion souhaitée par la majorité de la Commission est sans doute celui qui résulte des efforts déployés en commun et il fait appel à tous les représentants pour qu'ils prennent en considération les sacrifices consentis par la plupart des délégations, notamment celles qui se sont toujours déclarées opposées à la fusion.

13. M. CARANICAS (Grèce) partage sans réserve les opinions exprimées par les représentants de la France et des Pays-Bas. Il n'a pas d'autre solution à offrir mais il estime que celle qui est envisagée, se fondant sur des transactions entre les groupes régionaux, présente de grands dangers pour l'avenir en raison des différends qu'elle peut susciter. Peut-être serait-il préférable de ne pas réaliser du tout la fusion que d'encourir les conséquences décrites par le représentant de la France.

14. M. TELL (Jordanie) fait observer que, d'après les représentants des pays en voie de développement, ce sont eux-mêmes qui acceptent un compromis car la composition d'un organe est liée pour la première fois à des contributions financières plutôt qu'à la stricte répartition géographique. Par ailleurs, il croit que ce compromis est acceptable pour presque toutes les délégations, à l'exception de celles qui ont une position rigide sur la question de la parité. Il remercie les auteurs des amendements figurant dans le document A/C.2/L.793 qui ont retiré ces amendements, ainsi que la délégation maltaise qui a déjà retiré le sien (A/C.2/L.798) depuis plusieurs jours. Tout en approuvant la plupart des amendements proposés par cinq délégations (A/C.2/L.800/Rev.1), il estime qu'ils trouveront mieux leur place dans le texte que la Commission adoptera au sujet du fonds d'équipement. Il fait donc appel aux auteurs de ces amendements pour qu'ils les retirent tous, ce qui permettra à la délégation des Etats-Unis de retirer son projet de résolution. La Commission n'aurait plus ainsi qu'à se prononcer sur le projet de résolution du Conseil économique et social (A/C.2/L.792) avec les amendements des 26 puissances (A/C.2/L.795/Rev.1), dans lesquels le nombre 36 serait remplacé par le nombre 37, l'attribution du trente-septième siège étant précisée dans le rapport de la Commission.

15. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'étonne du revirement qui semble s'être produit depuis les négociations qui ont eu lieu le matin et au cours desquelles les représentants des pays occidentaux n'avaient pas élevé d'objections contre les deux amendements dont il a déjà parlé. Ce brusque changement de position jette le doute sur l'ensemble de l'accord réalisé le matin et la délégation de l'Union soviétique aimerait avoir des explications à ce sujet.

16. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) affirme qu'il n'est pas question de revenir sur les positions adoptées au cours des entretiens officiels. Les négociations n'ont pas abouti à une décision définitive car, vers la fin de la réunion, le représentant de l'Union soviétique a fait appel aux pays en voie de développement pour qu'ils considèrent la possibilité d'introduire dans le texte final certains autres amendements

du document A/C.2/L.800/Rev.1. C'est ce qui a amené la délégation des Etats-Unis à déposer son projet de résolution. Dans un esprit de conciliation, la délégation des Etats-Unis est disposée à accepter le troisième des amendements des cinq puissances (A/C.2/L.800/Rev.1) avec les modifications auxquelles les auteurs ont donné leur assentiment; et, dans la mesure où elle a voté pour les deux premières résolutions mentionnées dans le sixième amendement, elle est également disposée à accepter l'insertion de la première partie de cet amendement jusqu'aux mots

"du 14 octobre 1958" inclusivement, à condition que, dans ce nouveau paragraphe, les mots "les moyens" soient remplacés par "les conditions permettant". Ces deux résolutions de l'Assemblée générale prévoyaient en effet que celle-ci n'envisagerait des opérations consistant à développer l'équipement que lorsqu'elle jugerait les ressources escomptées suffisantes.

Par suite d'une panne d'électricité,
la séance est levée à 17 h 30.

